



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation militaire en Ukraine

Question au Gouvernement n° 466

Texte de la question

SITUATION MILITAIRE EN UKRAINE

Mme la présidente . La parole est à M. François Cormier-Bouligeon.

M. François Cormier-Bouligeon . Les empires expansionnistes sont de retour. Ils portent en eux la guerre comme la nuée porte l'orage ! Face à M. Poutine, fruit terrible de la Russie des tsars et de la Russie des soviets, agresseur de l'Ukraine dont tout laisse à penser qu'il ne s'arrêtera pas là, nos démocraties européennes doivent durcir et coordonner leur défense.

L'autonomie stratégique européenne, proposition visionnaire du président de la République Emmanuel Macron (*L'orateur s'exprime d'une voix très forte. – Rires sur plusieurs bancs. – M. Laurent Jacobelli s'esclaffe*) dans son discours de la Sorbonne en 2017, est désormais devenue une ardente nécessité ! (Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.) La quasi-unanimité des chefs d'États et des gouvernements européens rejoignent d'ailleurs la position française. (Les rires persistent. – Quelques députés font mine de se boucher les oreilles.)

Mme Sandrine Rousseau . Ne criez pas, on vous entend !

M. François Cormier-Bouligeon . De nouvelles initiatives françaises sont lancées cette semaine, le président de la République réunissant aujourd'hui à Paris, en soutien à l'Ukraine, les chefs d'état-major de trente pays membres de l'Union européenne ou de l'Otan.

M. Pierre Cazeneuve . Très bien !

M. François Cormier-Bouligeon . Vous-même, monsieur le ministre des armées, accueillerez demain vos homologues allemand, britannique, polonais et italien – soit les ministres de la défense des cinq plus grandes puissances militaires en Europe, avec la France. Au moment où notre allié américain est de plus en plus imprévisible, la France, avec ses deux lois de programmation militaire, et l'Union européenne, avec son plan de réarmement doté de 800 milliards d'euros, se montrent à la hauteur des défis gigantesques du temps présent.

M. Julien Odoul . Sortez les violons ! (*M. Julien Odoul mime un violoniste.*)

M. Nicolas Meizonnet . Que c'est mauvais !

M. François Cormier-Bouligeon . Ces défis nécessitent d'éclairer la représentation nationale et les Français.

M. Julien Odoul . Arrêtez-le, c'est nul !

M. François Cormier-Bouligeon . Quelles garanties de sécurité nos démocraties peuvent-elles et devront-elles apporter une fois qu'un accord de paix acceptable pour l'Ukraine aura été conclu ? Quelles capacités, produites par les industries de défense européennes, le plan de réarmement de la Commission européenne doit-il renforcer par priorité - je songe notamment aux programmes à effet majeurs, qui ne sont pas un sport de masse ? (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes RN et LFI-NFP.*)

M. Ugo Bernalicis, M. Jean-François Coulomme et M. Rodrigo Arenas . Coupez-lui le micro (*Les mêmes députés désignent le chronomètre*), par pitié ! (*Sourires.*)

Plusieurs députés du groupe RN . C'est fini !

M. François Cormier-Bouligeon . Êtes-vous favorable à une grande mobilisation de l'épargne... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'orateur. - Les députés du groupe EPR ainsi que quelques députés du groupe Dem applaudissent ce dernier.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre des armées.

M. Sébastien Lecornu, ministre des armées . Je vais d'abord répondre à votre dernière question...

M. Emeric Salmon . Celle qu'on n'a pas entendue mais que vous aviez eue avant...

M. Sébastien Lecornu, ministresur la mobilisation de l'épargne des Français. Le premier ministre a demandé à la ministre des comptes publics, au ministre de l'économie et des finances ainsi qu'à moi-même de travailler sur le sujet. Je remercie l'ensemble des familles politiques représentées dans cette assemblée et au Sénat pour leurs contributions en la matière, depuis la loi de programmation militaire.

Concernant le réarmement, comme l'a dit le premier ministre, nous y travaillons. Rien n'est complètement arrêté, même si quelques évidences se dégagent. Comment ne pas évoquer, puisque vous êtes élu à Bourges, l'urgence du réassort des stocks de munitions : les obus de 155 millimètres de KNDS, par exemple, ou les missiles complexes de MBDA, qui ont malheureusement fait les frais des coupes budgétaires dans le passé. Les efforts de réarmement déployés depuis 2017 produisent leurs effets, mais nous sommes encore loin des stocks dont nous aurions besoin en cas d'engagement majeur et dont, au reste, nous avons besoin pour garantir les contrats opérationnels de l'armée française. Il faut aussi accélérer dans d'autres domaines, ou en tout cas ne pas relâcher notre vigilance, notamment dans le spatial, sur lequel je me suis déjà longuement exprimé ici-même lors du débat qui a suivi la déclaration du gouvernement au titre de l'article 50-1 de la Constitution sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe.

La réunion des chefs d'état-major se tient en ce moment à Paris à l'hôtel de la Marine. Comprenez bien que la principale garantie de sécurité de l'Ukraine reste l'armée ukrainienne. Nous refuserons donc toute démilitarisation du pays. Ce serait un scandale absolu qui paverait la voie à davantage d'insécurité sur l'ensemble du continent européen. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LIOT.*) Quel doit être le format de cette armée ? Comment l'équiper, la former et – comme l'a dit le premier ministre – l'accompagner ? Telles sont les questions prioritaires de la réunion de cet après-midi. Celles relatives aux troupes potentielles d'observation d'un futur accord de paix ou aux stocks stratégiques de munitions sont également au programme. Toutes les réponses à ces questions réclameront du temps, mais elles seules peuvent permettre d'offrir à l'Ukraine des garanties de sécurité fiables et durables. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. François Cormier-Bouligeon](#)

Circonscription : Cher (1^{re} circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 466

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Armées

Ministère attributaire : Armées

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 mars 2025